



Cellule d'analyse européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Projets de plans budgétaires 2017: évaluation globale

COM (2016) 730 [16 novembre 2016]

Résumé

La Commission européenne a évalué les projets de plans budgétaires des États membres de la zone euro. Pour six pays (Belgique, Chypre, Finlande, Italie, Lituanie et Slovaquie), la Commission européenne est d'avis que les projets de plans budgétaires entraînent un risque de non-conformité avec les exigences du pacte pour 2017. Leur plan budgétaire pourrait entraîner un écart significatif par rapport à leur trajectoire d'ajustement en direction de leur objectif à moyen terme.

Aperçu

Document	Communication; texte non destiné à un processus législatif
Domaine	Politique macroéconomique et budgétaire; Traité sur le fonctionnement de l'UE, articles 121, paragraphe 2, et 148, paragraphe 4; Règlement (UE) n° 473/2013

Contexte

Le 15 octobre 2016, les États membres de la zone euro devaient présenter à la Commission européenne leur projet de plan budgétaire pour l'année 2017 **dans le cadre du semestre européen 2017 (1^{ère} étape)**, afin d'améliorer la coordination des politiques budgétaires nationales au sein de l'Union économique et monétaire.

Le 16 novembre 2016, à l'occasion de ses prévisions d'automne, la Commission européenne a:

- rendu un avis sur chaque projet de plan budgétaire, en indiquant s'il est conforme aux obligations qui incombent aux États membres dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance;
- procédé à une évaluation globale de la situation et des perspectives budgétaires pour l'ensemble de la zone euro.

On trouvera dans la communication à l'examen une synthèse des principaux aspects concernant cette double évaluation.

Aperçu de certaines perspectives macroéconomiques et budgétaires dans la zone euro

Le tableau économique qui se dégage des dix-huit projets de plans budgétaires déposés par les États membres de la zone euro est globalement confirmé par les prévisions de la Commission européenne.

- L'économie mondiale est confrontée à une incertitude croissante suite notamment au *Brexit* et à d'autres évolutions géopolitiques, avec la possibilité d'une nouvelle détérioration du commerce mondial.

- La reprise économique apparaît fragile. Elle se traduit par une réduction continue de l'écart entre production effective et production potentielle. La croissance du PIB réel devrait faiblir légèrement, passant de 1,7 % en 2016 à 1,5 % en 2017. Cette lente croissance ne transparaît pas dans l'évolution des prix, les perspectives d'inflation restant modérées au niveau agrégé (0,3 % en 2016, puis 1,4 % en 2017 du fait d'une résorption de l'écart de production et d'une politique monétaire accommodante).
- La demande intérieure est actuellement soutenue par la conjugaison du faible niveau des prix du pétrole, des effets de taux de change de l'euro encore relativement bas, et de la politique monétaire accommodante, mais la dynamique sous-jacente de la demande intérieure reste atone.
- Les taux d'intérêt devraient globalement rester à des niveaux très bas en 2017. L'important excédent de l'épargne sur l'investissement devrait perdurer en 2017. L'excédent de la balance extérieure de la zone euro est évalué à 3,5 % du PIB, soit légèrement moins qu'en 2016 (3,7 %).
- Le taux d'endettement global reste à un niveau élevé (90,1 % du PIB). Ce taux moyen masque d'importants écarts entre pays, puisque les chiffres vont de 133 % du PIB en Italie à un peu moins de 10 % du PIB en Estonie. La Commission s'attend à une légère baisse du taux d'endettement global en 2017, en raison de la diminution de la charge des intérêts de la dette et de l'arrêt de l'«effet boule de neige» sur l'augmentation globale de la dette.
- La Commission européenne constate que dans quelques États membres dont la Belgique, les mesures prises en matière de sécurité et de crise des réfugiés débouchent sur une augmentation des dépenses.

On retrouve quelques-unes des tendances ici décrites dans le tableau suivant¹.

	2016			2017		
	Programme de stabilité (avril)	Projets de plans budgétaires (octobre)	Prévisions d'automne (novembre)	Programme de stabilité (avril)	Projets de plans budgétaires (octobre)	Prévisions d'automne (novembre)
Croissance PIB réel (variation en %)	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,5 ²
Inflation (variation en %)	1,2	0,4	0,3	1,4	1,2	1,4
Déficit nominal (en % du PIB)	-1,9	-1,8	-1,8	-1,4	-1,5	-1,5
Dette (en % du PIB)	90,3	90,1	90,1	89,0	89,0	89,1

¹ Voir le tableau 1 en page 9 de la communication à l'examen.

² La croissance dans l'ensemble de l'UE (non pas seulement dans la zone euro) est évaluée à 1,6 % du PIB; voir le communiqué de presse IP/16/3611 du 9 novembre 2016.

Aperçu de l'évaluation du projet de plan budgétaire de la Belgique pour 2017

La Commission européenne évalue la situation de la Belgique comme suit³:

«La Commission est d'avis que le projet de plan budgétaire de la Belgique, qui relève actuellement du volet préventif du pacte de stabilité et de croissance et est soumise à des dispositions (transitoires) en ce qui concerne le respect du critère de la dette, présente un risque de non-conformité avec les dispositions du pacte. La Commission prévoit un écart significatif par rapport à la trajectoire d'ajustement requise pour atteindre l'objectif à moyen terme en 2016 et, de ce fait, également sur l'ensemble de la période 2016-2017.

Conformément à la communication de la Commission «Pour une orientation positive de la politique budgétaire de la zone euro», la Commission invite dès lors les autorités à exécuter toutes les mesures prévues dans le cadre de la procédure budgétaire nationale afin de garantir la conformité du budget 2017 avec le pacte de stabilité et de croissance. La Commission est également d'avis que la Belgique n'a pas progressé en ce qui concerne la partie structurelle des recommandations budgétaires par pays que lui a adressées le Conseil dans le cadre du semestre européen 2016 et elle invite par conséquent les autorités à accélérer leurs efforts.»

Développements

Quelles sont les constatations et les recommandations faites par la Commission européenne?

Dans ses recommandations du 18 mai 2016⁴, la Commission européenne avait déjà signalé qu'il y avait lieu d'opérer un ajustement budgétaire annuel d'au moins 0,6 % du PIB vers l'objectif budgétaire à moyen terme, en vue de satisfaire aux exigences du Pacte de stabilité et de croissance.

Constatant que cet objectif n'est pas rempli et que d'autres progrès demandés en certaines matières n'ont pas été réalisés, la Commission signale que la Belgique risque de ne pas atteindre l'objectif à moyen terme sur la période 2016-2017.

On trouvera dans le tableau ci-après une première approche avec quelques-uns des résultats de la Belgique dans certains postes-clé de l'économie⁵.

Prévisions économiques d'automne de la Commission européenne pour la Belgique	2015	2016	2017	2018
Croissance du produit intérieur brut (en % et en comparaison avec la même période de l'année antérieure)	1,5	1,2	1,3	1,5
Inflation (en % et en comparaison avec la même période de l'année antérieure)	0,6	1,7	1,7	1,8
Chômage (en %)	8,5	8,0	7,8	7,6
Dette publique brute (en % du PIB)	-2,5	-3,0	-2,3	-2,4
Solde budgétaire (en % du PIB)	105,8	107,0	107,1	106,4
Balance des paiements courants (en % du PIB)	0,2	0,6	0,6	0,6

³ Voir annexe I à la communication, p. 4.

⁴ Voir la Recommandation du Conseil concernant le programme national de réforme de la Belgique pour 2016 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la Belgique pour 2016, COM (2016) 322, sur www.ipex.eu

⁵ Source: Direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission européenne http://ec.europa.eu/economy_finance/eu/countries/belgium_fr.htm

Les recommandations antérieurement adressées à la Belgique par la Commission européenne restent globalement d'actualité. Elles concernent les domaines suivants: finances publiques, retraites, fiscalité, marché du travail et la fixation des salaires.

Quelles ont été les réactions à la Chambre suite à cet avis de la Commission européenne?

Le 17 novembre 2016, en séance plénière de la Chambre, plusieurs députés ont adressé des questions au premier ministre, qui y a répondu⁶.

Possibilité d'assouplissement en raison de circonstances exceptionnelles

Concernant l'incidence budgétaire de l'afflux croissant de réfugiés et des nouvelles mesures de sécurité, la communication à l'examen indique ce qui suit (p. 22 et 23):

«À ce stade, la Commission a examiné la possibilité d'un écart temporaire pour les coûts liés à la crise des réfugiés en 2015 et 2016 (Belgique, Italie, Autriche, Slovaquie et Finlande) et pour les coûts liés aux mesures de sécurité en 2016 et 2017 (Belgique, Italie et Autriche). La Commission réalisera une évaluation finale, qui portera notamment sur les montants éligibles, sur la base des données communiquées par les autorités. La Commission est disposée à examiner, en temps utile, des écarts supplémentaires liés aux dépenses relatives aux migrants en 2017 [...]».

La recommandation du 18 mai 2016 précitée avait déjà annoncé cette évaluation a posteriori, au cas par cas, sur la base des données fournies par les autorités belges.

En savoir plus

Le paquet relatif au **semestre européen 2017** du 16 novembre 2016 comprend les documents suivants:

- La communication à l'examen «Projets de plans budgétaires 2017: évaluation globale», COM (2016) 730; <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-730-F1-FR-MAIN.PDF>

- Annexe à la communication précitée:

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-730-F1-FR-ANNEX-1-PART-1.PDF>

- Avis de la Commission C(2016) 8001 (*Commission Opinion of 16 november 2016 on the Draft Budgetary Plan of Belgium*):

http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/sgp/pdf/dbp/2016/be_2016-11-16_co_en.pdf

- Examen annuel de la croissance 2017, COM (2016) 725;

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-725-F1-FR-MAIN.PDF>

- Recommandation de Recommandation du Conseil concernant la politique économique de la zone euro, COM (2016) 726;

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-726-F1-FR-MAIN.PDF>

⁶ Voir le Compte rendu intégral, questions au premier ministre sur le budget et la réforme de la fiscalité, P1599 à P1618; CRIV 54 PLEN 139; <http://www.lachambre.be/doc/PCRI/pdf/54/ip139.pdf>

- Communication de la Commission: «Pour une orientation positive de la politique budgétaire de la zone euro», COM (2016) 727;

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-727-F1-FR-MAIN.PDF>

- Rapport sur le mécanisme d'alerte 2017 (préparé conformément aux articles 3 et 4 du règlement (UE) n° 1776/2011 sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques), COM (2016) 728;

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-728-F1-FR-MAIN.PDF>

- Projet de rapport conjoint sur l'emploi de la Commission et du Conseil accompagnant la communication de la Commission sur l'examen annuel de la croissance 2017), COM (2016) 729.

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-729-F1-FR-MAIN.PDF>

* *
*

Rédaction: Laurent Pottier; 25.11.2016



Europese analysecel

MEDEDELING VAN DE EUROPESE COMMISSIE

Ontwerpbegrotingsplannen 2017: Algemene beoordeling

COM (2016) 730 [16 november 2016]

Samenvatting

De Europese Commissie heeft de door de achttien lidstaten van de eurozone ingediende ontwerpbegrotingsplannen beoordeeld. Voor zes landen (België, Italië, Cyprus, Litouwen, Slovenië, Finland) is de Commissie van mening dat ontwerpbegrotingsplannen niet voldoen aan de vereisten voor 2017 in het kader van het Stabiliteits- en groeipact. Hun begrotingsplannen zouden dan kunnen leiden tot een significante afwijking van het aanpassingstraject in de richting van de respectieve middellangetermijndoelstellingen.

Overzicht

Document	Mededeling; tekst niet bestemd voor een wetgevend proces
Domein	Macro-economisch en budgettair beleid; Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, artikelen 121, lid 2, en 148, lid 4; Verordening (EU) nr. 473/2013

Context

Op 15 oktober 2016 moesten de lidstaten van de eurozone hun ontwerpbegrotingsplannen bij de Europese Commissie voorleggen. Dit is de **eerste stap in het kader van het Europees semester 2017** met het oog op een betere coördinatie van het nationale begrotingsbeleid in de economische en monetaire unie.

Op 16 november 2016 heeft de Europese Commissie haar najaarsprognoses bekendgemaakt en tegelijkertijd:

- een advies over elk plan uitgebracht waarin zij beoordeelt of het in overeenstemming is met de verplichtingen van de lidstaat in het kader van het stabiliteits- en groeipact;
- een algehele evaluatie uitgevoerd over de begrotingssituatie en -vooruitzichten van de eurozone als geheel.

De voorliggende mededeling is een synthese van de voornaamste aspecten van deze dubbele beoordeling.

Overzicht van een aantal macro-economische en budgettaire vooruitzichten in de eurozone

Het economische beeld dat uit de achttien ontwerpbegrotingsplannen naar voren komt, wordt in grote lijnen bevestigd door de prognoses van de Commissie.

- De mondiale economische situatie wordt door steeds meer onzekerheid gekenmerkt, met name als gevolg van de *Brexit* en andere geopolitieke ontwikkelingen. Een verdere verslechtering van de wereldhandel is ook mogelijk.

- Het herstel van de economie blijkt broos te zijn. Het komt ook tot uiting in een verdere verkleining van het verschil tussen de werkelijke en de potentiële output. De reële bbp-groei zou lichtjes verzwakken (van 1,7 % in 2016 tot 1,5 % in 2017). Deze trage groei komt niet tot uiting in de prijsontwikkelingen: de inflatie blijft op geaggregeerd niveau beperkt (0,3 % in 2016 tot 1,4 % in 2017 door de verkleinende output gap en een zeer accommoderende monetaire koers).
- De binnenlandse vraag wordt momenteel geschraagd door een samenloop van omstandigheden, namelijk lage olieprijsen, overloopeffecten van een nog betrekkelijk lage eurowisselkoers en een accommoderend monetair beleid. Tegelijkertijd blijft de dynamiek achter de binnenlandse vraag traag.
- De rentetarieven zouden in 2017 op een zeer laag niveau moeten blijven. Volgens de ramingen zou men in 2017 opnieuw veel meer sparen dan investeren. Het externe overschot van de eurozone komt uit op 3,5 % van het bbp, wat maar net minder is dan het overschot van 2016 (3,7 % van het bbp).
- De geaggregeerde schuldquote blijft op een hoog niveau, gelijk aan 90,1 % van het bbp. Achter die gemiddelde schuldquote gaat een breed spectrum van nationale schuldquotes schuil, die uiteenlopen van 133 % van het bbp in Italië tot 10 % van het bbp in Estland. De Commissie verwacht een lichte daling van de geaggregeerde schuldquote in 2017 (de daling van de rentelast en het zogeheten sneeuwbaaleffect dat niet langer bijdraagt aan de stijgende schuld op geaggregeerd niveau).
- De Europese Commissie stelt vast dat in enkele lidstaten, waaronder België, de vluchtelingencrisis en veiligheidsgerelateerde maatregelen in hogere uitgaven uitmonden.

Een aantal hierboven beschreven trends zijn in de tabel hierna terug te vinden¹.

	2016			2017		
	Stabiliteits- programma (april)	Ontwerp- begrotings- plannen (oktober)	Najaars- prognoses (november)	Stabiliteits- programma (april)	Ontwerp- begrotings- plannen (oktober)	Najaars- prognoses (november)
Reële bbp- groei (mutatie in %)	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,5 ²
Inflatie (mutatie in %)	1,2	0,4	0,3	1,4	1,2	1,4
Nominaal tekort (in % van de bbp)	-1,9	-1,8	-1,8	-1,4	-1,5	-1,5
Schuld (in % van de bbp)	90,3	90,1	90,1	89,0	89,0	89,1

¹ Zie tabel nr. 1 op blz. 9 van de voorliggende mededeling.

² De groei in de gehele Unie (en niet enkel in de eurozone) wordt op 1,6 % van de bbp geraamd; zie persmededeling IP/16/3611 van 9 november 2016.

Overzicht van de evaluatie van het ontwerpbegrotingsplan van België voor 2017

De Europese Commissie beoordeelt de situatie van België als volgt³:

“De Commissie is van oordeel dat voor het ontwerpbegrotingsplan van België, dat momenteel aan het preventieve deel van het Stabiliteits- en groeipact en aan de overgangsregel voor de schuld onderworpen is, het risico bestaat dat het niet aan de bepalingen van het Stabiliteits- en groeipact voldoet. De Commissie verwacht een significante afwijking van het vereiste aanpassingstraject richting middellangetermijndoelstelling in 2016, en als gevolg daarvan ook over 2016 en 2017 samen. In overeenstemming met de mededeling van de Commissie: “Naar een positieve begrotingskoers voor de eurozone” nodigt de Commissie derhalve de autoriteiten uit alle geplande maatregelen te implementeren in het kader van de nationale begrotingsprocedure en ervoor te zorgen dat de begroting 2017 aan het Stabiliteits- en groeipact voldoet. De Commissie is ook van oordeel dat België geen vooruitgang heeft geboekt met betrekking tot het structurele deel van de budgettaire landenspecifieke aanbevelingen die de Raad in de context van het Europees semester 2016 heeft doen uitgaan en nodigt de autoriteiten derhalve uit om de vooruitgang te versnellen”.

Ontwikkelingen

Welke zijn de vaststellingen en aanbevelingen van de Europese Commissie?

In haar aanbevelingen van 18 mei 2016⁴ had de Europese Commissie al het signaal gegeven dat, om te voldoen aan de eisen van het Stabiliteits- en groeipact, een jaarlijkse budgettaire aanpassing van ten minste 0,6 % van het bbp nodig was in de richting van de begrotingsdoelstelling op middellange termijn in 2016 en 2017.

Door de vaststelling dat deze doelstelling niet bereikt wordt en dat er op andere vlakken geen vooruitgang geboekt is, signaleert de Europese Commissie dat België het risico loopt niet te voldoen aan de middellangdoelstelling voor de periode 2016-2017.

De tabel hierna geeft een eerste zicht over enkele resultaten van België in een paar belangrijke domeinen van de economie⁵.

Najaarsprognoses van de Europese Commissie voor België	2015	2016	2017	2018
Groei van het bruto binnenlands product (in procent en in vergelijking met dezelfde periode van het voorbije jaar)	1,5	1,2	1,3	1,5
Inflatie (in procent en in vergelijking met dezelfde periode van het voorbije jaar)	0,6	1,7	1,7	1,8
Werkloosheid (in procent)	8,5	8,0	7,8	7,6
Bruto overheidsschuld (in procent van de bbp)	-2,5	-3,0	-2,3	-2,4
Begrotingsbalans (in procent van de bbp)	105,8	107,0	107,1	106,4
Balans van de lopende uitgaven (in procent van de bbp)	0,2	0,6	0,6	0,6

³ Zie bijlage I bij de voorliggende mededeling op blz. 4.

⁴ Zie Aanbeveling van de Raad over het nationaal hervormingsprogramma 2016 van België en met een advies van de Raad over het stabiliteitsprogramma 2016 van België, COM (2016) 322, op www.ipex.eu

⁵ Bron: DG Economic and Financial Affairs van de Europese Commissie
http://ec.europa.eu/economy_finance/eu/countries/belgium_fr.htm

De eerder aan België gerichte aanbevelingen blijven in grote lijnen aan de orde. Zij betreffen volgende thema's: overheidsfinanciën, pensioenen, fiscaliteit, arbeidsmarkt en de bepaling van de lonen.

Welke reacties zijn er naar aanleiding van dit advies van de Europese Commissie in de Kamer gekomen?

Op 17 november 2016 tijdens de plenaire vergadering van de Kamer hebben een aantal vertegenwoordigers vragen gesteld aan de eerste minister, die erop heeft geantwoord⁶.

Mogelijke versoepeling om redenen van uitzonderlijke omstandigheden

Wat het budgettaire effect van de grotere toestroom van vluchtelingen en van extra veiligheidsmaatregelen betreft, poneert de Europese Commissie wat volgt (blz. 21 et 22):

“In dit stadium heeft de Commissie een mogelijke tijdelijke afwijking voor vluchtelinggerelateerde kosten in 2015 en 2016 in aanmerking genomen (België, Italië, Oostenrijk, Slovenië en Finland) en voor veiligheidsgerelateerde kosten in 2016 en 2017 (België, Italië en Oostenrijk).

De Commissie zal een definitieve beoordeling maken, ook wat de in aanmerking komende bedragen betreft, op grond van de feitelijk waargenomen gegevens die de autoriteiten zullen verstrekken. De Commissie staat klaar om te gelegener tijd in 2017 extra afwijkingen voor migratiegerelateerde uitgaven in overweging te nemen [...]”.

Deze ex-post evaluatie, geval per geval, op basis van de door de Belgische overheden verstrekte gegevens was al in de voornoemde aanbeveling van 18 mei 2016 aangekondigd.

Nadere informatie

Het pakket met betrekking tot het **Europees semester 2017** van 16 november 2016 bevat de volgende documenten:

- De voorliggende mededeling “Ontwerpbegrotingsplannen 2017: Algemene beoordeling”, COM (2016) 730; <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-730-F1-NL-MAIN.PDF>

- Bijlage bij de voornoemde mededeling:

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-730-F1-NL-ANNEX-1-PART-1.PDF>

- Advies van de Europese Commissie C(2016) 8001 (*Commission Opinion of 16 november 2016 on the Draft Budgetary Plan of Belgium*):

http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/sgp/pdf/dbp/2016/be_2016-11-16_co_en.pdf

- Jaarlijkse groeianalyse 2017, COM (2016) 725;

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-725-F1-NL-MAIN.PDF>

- Aanbeveling voor een Aanbeveling van de Raad over het economisch beleid van de eurozone, COM (2016) 726;

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-726-F1-NL-MAIN.PDF>

⁶ Zie Integraal verslag, vragen op de begroting en de hervorming van de fiscaliteit P1599 tot P1618; CRIV 54 PLEN139; <http://www.dekamer.be/doc/PCRI/pdf/54/ip139.pdf>

- Mededeling van de Commissie "Naar een positieve begrotingskoers voor de eurozone ", COM (2016) 727;

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-727-F1-NL-MAIN.PDF>

- Waarschuwingmechanismeverslag 2017 (opgesteld overeenkomstig artikelen 3 en 4 van Verordening (EU) nr. 1176/2011 betreffende de preventie en de correctie van macro-economische onevenwichtigheden), COM (2016) 728;

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-728-F1-NL-MAIN.PDF>

- Gezamenlijk verslag over de werkgelegenheid; *Draft Joint Employment Report from the Commission and the Council accompanying the Communication from the Commission on the Annual Growth Survey 2017*, COM (2016) 729.

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/EN/COM-2016-729-F1-EN-MAIN.PDF>

* *

*

Redactie: Laurent Pottier; 25.11.2016